



ACQUISITION D'UNE SOLUTION D'APPRENTISSAGE DE LANGUES EN LIGNE POUR LES ETUDIANTS DE LA SORBONNE NOUVELLE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Référence de la consultation : USN - FORMALANG

Numéro de l'accord-cadre : 2025 - 024

Le présent accord cadre est passé selon une procédure adaptée en application aux R.2123-1 et R.2162-4 et R.2162-13 à 14 du code de la commande du code de la commande publique.

Le présent document comprend treize (13) pages numérotées de 1 à 13

Table des matières

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1 Objet de l'accord-cadre	3
2.2 Forme de l'accord-cadre	3
2.3 Allotissement	3
2.4 Durée de l'accord-cadre	4
2.5 Montant de l'accord-cadre	4
2.6 Groupement et sous-traitance	4
2.7 Prix de l'accord-cadre	5
2.8 Révision des prix	5
ARTICLE 3. CONTEXTE ET LANCEMENT	5
3.1 Le contexte et enjeux	5
3.2 Communication et interlocuteur unique	6
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 5. DÉFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES	6
5.1 Démarrage des prestations	7
5.2 Organisation et déroulement de l'offre de formation	7
5.3 Gestion des résultats, production de statistiques	8
5.4 Prestations similaires	8
ARTICLE 6. PILOTAGE ET SUIVI	8
6.1 Le comité de pilotage	8
6.2 Les réunions de suivi	9
6.3 Evolution de l'offre proposée	9
ARTICLE 7. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	9
ARTICLE 8. MODALITÉS D'EXÉCUTION - BON DE COMMANDE	9
ARTICLE 9. FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT	10
9.1 Facturation	10
9.2 Mentions obligatoires des factures	10
9.3 Paiement	11
ARTICLE 10. PÉNALITÉS	11
10.1 Pénalités de retard	11
10.2 Pénalités pour indisponibilités de la plateforme de formation et/ou de ses contenus	11
10.3 Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles	12
10.4 Non-respect des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	12
ARTICLE 11. RÉSILIATIONS - PRESTATIONS AUX FRAIS DU	12
ARTICLE 12. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 13. LANGUE DE L'ACCORD CADRE	12
ARTICLE 14. CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE	12
ARTICLE 15. DÉROGATIONS	13
	2

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont :

D'une part, l'Université Sorbonne Nouvelle, ci-après désignée « l'USN » ou « l'Université » ou « le pouvoir adjudicateur », dont les coordonnées sont les suivantes :

Université Sorbonne Nouvelle

17 rue de la Sorbonne
75231 Paris Cedex 05

D'autre part, l'entreprise, Titulaire de l'accord-cadre, désignée dans l'ensemble des pièces contractuelles du présent accord-cadre (référéncé USN-FORMALANG), « le titulaire ».

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de mettre en œuvre et de délivrer un accès pour des ressources en langue étrangère pour des étudiants inscrits à l'Université Sorbonne Nouvelle, dans le cadre de sa nouvelle offre de formation 2025-2030.

Cette formation sera individuelle, se déroulera en ligne et pourra être accessible par tous les étudiants de l'Université, de la licence au master

Le titulaire du présent accord est soumis à une obligation de résultat.

2.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord cadre est passé selon une procédure adaptée en application aux R.2123-1 et R.2162-4 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et son exécution est gérée par bons de commande, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'exécution de l'accord cadre s'appuie sur le cahier des clauses administratives générales des marchés liés aux technologies de l'information et de la communication (CCAG/TIC), décret du 30 mars 2021.

2.3 Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti, conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et aux articles R2113-1 à R2113-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et afin de maintenir la cohérence des prestations, l'accord-cadre est passé sous la forme d'un lot unique, conclu avec un seul attributaire. En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre.

2.4 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est exécutoire à compter de sa notification pour une durée initiale de trois (3) ans. Il est renouvelable uniquement une fois par tacite reconduction pour une période de deux (2) ans, soit une durée maximale de cinq (5) ans.

Conformément à l'article R. 2124-1 du Code de la commande publique, la durée du présent accord-cadre est fixée à cinq (5) ans, soit une durée supérieure à la durée maximale de quatre ans habituellement prévue pour les marchés publics.

Cette dérogation se justifie par la nécessité d'assurer une cohérence avec la durée de la nouvelle offre de formation 2025-2030 proposée par l'Université Sorbonne Nouvelle, laquelle s'inscrit sur un cycle complet de cinq années. La durée de l'accord-cadre a été déterminée afin de garantir la continuité pédagogique, la stabilité des contenus, et l'efficacité de l'organisation des parcours de formation, sans interruption ni remise en concurrence prématurée qui porteraient atteinte à la qualité du service rendu et au bon déroulement des formations engagées.

Cette durée est donc proportionnée à l'objet du présent accord-cadre et répond à une nécessité objective liée à la nature spécifique de la prestation attendue.

La décision du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire l'accord-cadre sera notifiée au titulaire au plus tard un (1) mois avant le terme.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et/ou du dernier bon de commande émis.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser sa reconduction.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur durée d'exécution ne pourra dépasser la date de fin de l'accord-cadre de plus de six (6) mois.

2.5 Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 130 000€ HT sur toute sa durée, reconduction comprise.

A titre indicatif, le volume d'étudiants concernés chaque année est d'environ 7500. A ce titre l'estimation des dépenses liées à l'exécution de cet accord-cadre est de 90 000€ HT sur toute sa durée, période de reconduction comprise.

2.6 Groupement et sous-traitance

Le titulaire du présent accord-cadre peut se présenter sous la forme d'une société « unique » ou d'un « groupement » de sociétés en application des articles R. 2342-12 à 15 du code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre sous réserve de l'acceptation du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux articles L. 2193-1 à 14. et de l'article R. 2393-24 du code de la commande publique.

Conformément à la loi du 31 décembre 1975, toutes les clauses du présent accord-cadre s'imposent au sous-traitant, qui sera soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité de ses prestations.

Toute société intervenant pour le compte du Titulaire sans avoir été agréée au préalable se verra refuser l'accès aux locaux. L'agrément ou le non-agrément d'un sous-traitant par le Pouvoir Adjudicateur n'est pas motivé.

Le titulaire se charge de vérifier que l'ensemble du personnel du sous-traitant dispose des formations et habilitations nécessaires pour réaliser les prestations sous-traitées. Tout manquement à ces obligations constitue un motif de résiliation du présent accord-cadre.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

2.7 Prix de l'accord-cadre

Les prestations faisant l'objet de cet accord-cadre seront réglées par application des prix fixés à dans l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU et DPGF).

L'ensemble des prix exprimés dans les pièces du présent accord-cadre sont unitaires et exprimés en euros. Le taux de la T.V.A. applicable sera celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

2.8 Révision des prix

Les prix peuvent être révisés, une fois par an, à la date anniversaire de notification de l'accord cadre.

Un mois avant la date anniversaire de notification de l'accord cadre, le titulaire envoie sa demande au pouvoir adjudicateur comportant la formule de calcul choisie par le titulaire ainsi que le taux applicable à l'adresse suivante : marches.publics@sorbonne-nouvelle.fr.

Après acceptation par l'USN, le bordereau des prix sera révisé sur la base des taux retenus.

Pendant le préavis, l'USN peut émettre des bons de commande lui permettant de satisfaire ses besoins, sur la base des anciens tarifs.

ARTICLE 3. CONTEXTE ET LANCEMENT

3.1 Le contexte et enjeux

Le développement des compétences en langues étrangères, est une obligation des Etablissements de l'enseignement supérieur, notamment en licence, suivant l'article 10 de l'arrêté de 2018. Les établissements devant se conformer à cette obligation de formation en langues doivent donc mettre au point et / ou adapter leur politique des langues pour atteindre cet objectif. L'USN a donc créé un Centre de Ressources en Langues (CRL), pour compléter la formation en langues en présentiel et permettre une formation et un suivi individuels. Le présent accord vise donc à pourvoir le CRL d'une formation multilingue distante dans le but de la mettre à disposition des étudiants inscrits à l'USN.

Cette formation a vocation à permettre aux étudiants, au cours de leur parcours de 1er cycle (notamment mais non exclusivement) de l'enseignement supérieur, de valoriser leurs compétences linguistiques en anglais en vue de poursuites d'études en France comme à l'étranger (mobilités, employabilité) ou en termes d'insertion professionnelle, la passation d'une certification en anglais conforme au Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

3.2 Communication et interlocuteur unique

Un interlocuteur devra être désigné par le prestataire pour toute opération liée à la mise en place du présent accord. Il sera en lien direct avec le responsable du CRL ou bien son représentant chargé de l'exécution en local (ingénieur.e pédagogique).

Le prestataire désigné s'engage à être disponible à tout instant en période ouvrable en cas de problème technique.

En cas de remplacement de ce responsable, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur et d'en nommer un autre dans les délais indiqués ci-dessus.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du présent accord cadre sont, dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE – USN FORMALANG) et ses 3 annexes :
- Annexe 1 AE USN- FORMALANG – BPU et DPGF ;
- Annexe 2 AE USN- FORMALANG - Clauses RGPD ;
- Annexe 3 AE USN- FORMALANG – Plan Assurances Sécurité ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP- USN-FORMALANG)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/TIC) arrêté du 30 mars 2021, applicables aux marchés liés aux techniques de l'information et de la communication ;
- L'offre du titulaire et notamment son mémoire technique et le cadre de la note méthodologique

En cas de contradiction ou de différence entre les différents documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Les originaux de l'acte d'engagement et de ses annexes, du C.C.P. et de la proposition du titulaire, qui font seuls foi, sont conservés dans les archives de l'université.

Les conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues.

ARTICLE 5. DÉFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Le titulaire doit fournir un accès « étudiant » individuel à une plateforme distante de formation en langues et d'entraînement aux diverses certifications existantes en langues.

Les langues proposées par le prestataire devront être cohérentes avec les langues faisant l'objet d'une formation en présentiel à l'USN.

L'éventail le plus large possible est donc souhaité : anglais, espagnol, italien, allemand, portugais, arabe, russe, coréen, chinois, Français langue étrangère. Cette liste n'est pas exhaustive et pourra évoluer au fil de l'offre de formation. L'offre pourra également s'enrichir de langues régionales (catalan, basque, galicien...).

Le titulaire proposera un accès direct à sa plateforme de formation via la page du CRL sur le site de l'USN. Les licences devront être individuelles et valables annuellement pour les étudiants.

Le titulaire transmettra au CRL un accès type « administrateur » afin de permettre au référent de pouvoir assurer un suivi de l'activité numérique via un tableau de bord, de même qu'une extraction du bilan des activités (état, type fichier Excel).

Un bon de commande sera transmis par l'USN, chaque année N au plus tard avant le 10 juillet, afin de communiquer au titulaire le calendrier universitaire de formation ainsi que le nombre d'étudiants concernés pour l'année N+1. L'ajustement du forfait se fera uniquement à la hausse. En tout état de cause, l'accès à la plateforme de formation correspond à minima au calendrier de formation sur les deux semestres (mi-septembre, mi-mai).

5.1 Démarrage des prestations

Description :

Un bon de commande sera transmis à compter de la notification du présent accord cadre pour une période de 3 ans concernant 7500 étudiants concerné pour l'année N+1 ainsi que le calendrier universitaire de l'année 2025-2026.

Le titulaire organisera la réunion de lancement avec les représentants du pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande. Celle-ci permettra de :

- Prendre connaissance des différents éléments contextuels et interlocuteurs ;
- Finaliser l'offre de formation proposée par le titulaire pour l'année N+1, le calendrier d'exécution des prestations ainsi que le nombre d'étudiants concernés, en collaboration avec l'USN et les membres du comité de pilotage (cf. article 6.1 du présent CCP).

Avant le déploiement de la solution proposée, le titulaire est chargé d'assurer une présentation complète aux référents du présent accord-cadre (membres désignés par le CRL).

Livrables attendus

Le titulaire remet à l'USN les livrables suivants :

- Le compte rendu de la réunion de lancement et de chaque réunion de suivi qui aura lieu;
- La méthodologie retenue pour l'exécution des prestations ;
- Les présentations détaillées des contenus de chaque formation proposée ;
- Un accès « test » correspondant à chacune des types de licences attendues (type étudiant et type administrateur)

L'ensemble des documents est mis à disposition de l'USN sous forme numérique.

Délais et modalités d'exécution

Le titulaire doit réaliser la prestation et remettre les livrables, ci-avant décrits, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés à compter de la tenue de la réunion de lancement.

5.2 Organisation et déroulement de l'offre de formation

Description

La formation proposée permettra aux étudiants de travailler sur les compétences passives (compréhension écrite et orale) et la compétence active de production écrite voire de production orale. Les sources de formation proposées (textes et documents audiovisuels supports) seront les plus authentiques possibles et en lien avec le monde contemporain. Les langues visées sont précisées e, introduction de l'article 5, ci-dessus.

La progression pédagogique proposée sera adossée sur les niveaux du CECR (Cadre européen commun de référence pour les langues) soit, de A1 jusqu'à C1 à minima, dans les compétences

mentionnées ci-dessus. Les activités proposées permettront in fine de satisfaire les critères d'évaluation du CECR pour les niveaux A1 à C1.

L'USN se réserve le droit de proposer des orientations de contenus en lien avec les publics formés, que le prestataire pourra mettre en place pour des dispositifs de formation futurs (Année N+1, etc.).

Livrables

Le titulaire mettra à disposition du référent du comité de pilotage du présent accord-cadre, un accès test type « étudiant » afin de présenter l'ensemble des contenus et supports proposés aux étudiants.

5.3 Gestion des résultats, production de statistiques

Description

Le titulaire mettra à disposition du référent du comité de pilotage du présent accord-cadre, un accès type « administrateur » dans lequel une fonctionnalité de type « tableau de bord » lui permettra de suivre l'activité numérique des étudiants sur la plateforme.

Ce suivi devra se faire par langue et par activité.

L'accès lui permettra également d'extraire ses données sous forme de tableau, Excel, à minima.

5.4 Prestations similaires

Des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires dans les conditions décrites à l'article R2122-7 du code de la commande publique pourront être négociés avec le titulaire sans publicité ni mise en concurrence, pour une durée qui ne pourra excéder 48 mois à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Le montant des prestations similaires ne peut être supérieur à 10 000 € HT.

ARTICLE 6. PILOTAGE ET SUIVI

6.1 Le comité de pilotage

Pendant toute la durée du présent accord cadre, un comité de pilotage est constitué.

Ce comité réunit les acteurs suivants :

- La direction du CRL
- La directrice de la DEVU (Direction des Etudes et de la Vie Universitaire)
- La VP-CFVU (Commission de la Formation et de la Vie Universitaire)

Ce comité de pilotage est chargé de prendre l'ensemble des décisions relatives au projet et de s'assurer de la conformité des prestations assurées par le titulaire, notamment le contenu et l'organisation des formations proposées.

Le comité se réunit, à minima, après réception des livrables exigés pour chaque mission et afin d'établir les procès-verbaux de réception. A toute fin utile, l'USN se réserve la possibilité de convoquer toute réunion du comité qu'il juge nécessaire.

6.2 Les réunions de suivi

Le titulaire participe, pour mener à bien les prestations dont il a la charge, à des réunions de travail qu'il planifie avec le comité de pilotage. Le titulaire doit assurer une assistance à la conduite de projet.

En particulier, le chef de projet du titulaire organise les réunions de suivi qui se déroulent dans les locaux de l'Université, il en assure la préparation (ordre du jour) ainsi que la rédaction des comptes rendus à adresser par courrier électronique aux membres participants.

Les services de l'Université apportent leur concours et toute documentation utile au titulaire. Celui-ci peut demander des compléments, apporter ses propres éléments d'éclairage et en effectuer la synthèse.

6.3 Evolution de l'offre proposée

Le titulaire présentera, à minima, annuellement au comité de pilotage un bilan complet de l'offre proposée aux étudiants sur la base de leur activité, des statistiques d'accès aux différents contenus, etc.

A la fin de l'année N, sur la base de ce bilan ainsi que de l'évolution de l'offre de formation de l'USN, le titulaire présentera au comité de pilotage des propositions d'évolutions de ces prestations et/ou contenus afin que ces changements puissent être effectifs, uniquement après validation par le comité de pilotage, pour l'année N+1.

ARTICLE 7. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatiques et Libertés ».

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le pouvoir adjudicateur, l'USN. Le titulaire est le soumissionnaire conformément à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8. MODALITÉS D'EXÉCUTION - BON DE COMMANDE

Le bon de commande doit comporter les éléments suivants :

- N° de commande (= n° d'engagement juridique),
- **Référence de l'accord-cadre : USN-FORMALANG,**
- **Numéro de l'accord-cadre : 25-024,**
- L'identification de l'USN et son adresse,
- L'identification du fournisseur et son adresse,
- N° de SIRET et n° de TVA du titulaire,
- La désignation détaillée des prestations demandées,
- Le nombre de candidats inscrits pour l'année N,
- Le montant H.T. et T.T.C. de la commande,
- Le taux de TVA applicable,
- L'adresse de facturation (si elle diffère de l'adresse de livraison),
- La signature du responsable du service prescripteur.

Les prestations prises en charge par le pouvoir adjudicateur, et ouvrant droit à la facturation par le titulaire sont celles figurant expressément sur le bon de commande.

Par dérogation au 3.7 du CCAG-TIC, le bon de commande est adressé par courriel au titulaire. A cet effet, il appartient à ce dernier de communiquer expressément au pouvoir adjudicateur l'adresse électronique du/des destinataire(s).

Lorsque l'administration, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, décide de faire effectuer des modifications de contenu des prestations, elle adresse à ce dernier une modification du bon de commande. Le titulaire se conforme, alors, aux modifications qui lui sont notifiées.

Les bons de commande sont obligatoirement signés par le Pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu sa délégation de signature.

ARTICLE 9. FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Facturation

Les prestations forfaitaires feront l'objet d'une facturation annuelle.

Pour chaque bon de commande, la facturation est effectuée par le titulaire à la réception d'un procès-verbal émis par le pouvoir adjudicateur après réception définitive de l'ensemble des prestations et des livrables. Les factures doivent impérativement être transmises via CHORUS PRO selon les indications suivantes :

Exemplaire original numérique transmis via le portail CHORUS PRO : Code structure : 19751719600014 Code service :
Il est rappelé qu'en cas de non-respect de ces circuits de paiement : <ul style="list-style-type: none">· la mise en paiement ne peut intervenir,· la facture sera refusée comme non-conforme,· aucune pénalité de retard n'est due.

Une même facture ne pourra correspondre à plusieurs bons de commande.

Pour les groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

9.2 Mentions obligatoires des factures

Les factures doivent comporter les éléments suivants :

- L'identification du Pouvoir Adjudicateur ;
- Les noms et adresses du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement et son RIB ainsi que les numéros d'IBAN et de BIC ;
- La date et référence de la facture ;
- **Référence de l'accord-cadre : USN-FORMALANG**
- **Numéro de l'accord-cadre : 25-024**
- Le n° du bon de commande ;
- Les détails précis des prestations réalisées

- Le montant H.T. des prestations réalisées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations réalisées ;
- La date et la signature.

La présentation de factures, ne respectant pas ces présentes dispositions du C.C.P. entraîne le rejet de ces dernières et l'interruption de leur délai global de paiement.

9.3 Paiement

Conformément aux Articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement sur le compte du Titulaire, des sommes dues en exécution du présent accord cadre dans le délai de trente (30) jours maximums, sous réserve de la réalisation des prestations valant constatation du service fait.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires par application du taux marginal de la Banque Centrale Européenne majoré de 8 points et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture. Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

En cas de paiement à un titulaire étranger, il est demandé d'ouvrir un compte en France afin de réduire les délais de règlement.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire. Dans le cas où les établissements devraient eux-mêmes auto-liquider la TVA (prestations de services effectuées par des assujettis non établis en France au profit de clients identifiés à la TVA en France), le titulaire estimera au plus juste le montant de la TVA à auto-liquider. L'administration se réserve, toutefois, la possibilité de rectifier en cas d'inexactitude.

ARTICLE 10. PÉNALITÉS

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent accord-cadre, le titulaire encourt après mise en demeure une pénalité par jour ouvré de retard de : 50 euros HT.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant commandé.

10.2 Pénalités pour indisponibilités de la plateforme de formation et/ou de ses contenus

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, le titulaire peut encourir après mise en demeure préalable en cas d'indisponibilités de la plateforme de formation et/ou de ses contenus, l'application d'une pénalité d'un montant égal à 100 euros HT par jour d'indisponibilité.

10.3 Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

Le présent CCP définit les obligations contractuelles qui s'imposent au titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, Le titulaire peut encourir après mise en demeure préalable l'application de pénalités pour non-respect des obligations contractuelles par le pouvoir adjudicateur d'un montant égal à 100 euros (cent euros) par constat.

10.4 Non-respect des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel

En cas de non-respect des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel telles qu'elles sont établies dans le CCP, la pénalité est forfaitaire et d'un montant de 200 € par jour calendaire de retard dès notification à l'attributaire du ou des manquements constatés.

ARTICLE 11. RÉSILIATIONS - PRESTATIONS AUX FRAIS DU TITULAIRE

Les dispositions applicables en matière de résiliation de l'accord-cadre sont celles définies au Chapitre VIII du CCAG/TIC. Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation de l'accord-cadre à ses torts, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 12. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le droit du présent accord-cadre est le droit français.

Les dispositions applicables en matière de règlement des litiges sont celles définies à l'article 55 du CCAG/TIC.

ARTICLE 13. LANGUE DE L'ACCORD CADRE

Tous les documents ainsi que les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigés exclusivement en langue française.

ARTICLE 14. CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,

- À la forme de l'entreprise,
- À la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- À son identification bancaire,
- À son capital social

ARTICLE 15. DÉROGATIONS

L'article 8 "Bon de commande" déroge à l'article 3.7 du CCAG/TIC,
L'article 10 "Pénalités de retard" déroge aux articles 14 du CCAG/TIC,

Dans le cas où une contradiction apparaît entre le CCAG/TIC et le présent CCP, ce dernier prévaut.